

RAPPORT DU JURY

Concours externe SAENES classe normale SESSION 2019

Ce rapport de jury est établi dans un double but :

- D'une part, publier les principales statistiques de la session du concours ;
- D'autre part, pour chacune des épreuves, expliciter les attentes du jury et, à partir des difficultés et des lacunes fréquemment rencontrées chez les candidats, formuler des recommandations à leur égard.

Il est destiné à permettre une meilleure préparation. Il doit être un encouragement pour les candidats.

CALENDRIER DES OPERATIONS

Epreuves d'admissibilité : 24 avril 2019

Epreuves orales : 12 juin et 13 juin 2019

Publication des résultats : 13 juin 2019

COMPOSITION ET RÔLE DU JURY

Le jury chargé au titre de la session 2019 du concours externe SAENES classe normale était composé comme suit :

M. RODOT Michaël, attaché d'administration de l'Etat hors classe, rectorat de l'académie de Nice ; Président
Mme DUFFAUT Sylvie, attachée d'administration de l'Etat hors classe, lycée du Coudon à Lagarde ; Vice-présidente
Mme BOTTON Laurence, attachée d'administration de l'Etat hors classe, lycée du Parc Impérial à Nice ; Membre
M. DROGREY Christian, attaché principal d'administration de l'Etat, collège Auguste Blanqui à Puget Théniers ; Membre
Mme DZIAK Estelle, attachée principale d'administration de l'Etat, lycée Paul Langevin à la Seyne sur mer ; Membre
Mme FLEURIOT Cécile, attachée d'administration de l'Etat, collège Victor Hugo à Gassin ; Membre
Mme LAMA-SALEMI Laurence, attachée d'administration de l'Etat, lycée Bristol à Cannes ; Membre
M. MACIAZEK Gregory, personnel de direction, collège Jules Romains à Nice ; Membre
Mme PICOT Péroline, attachée principale d'administration de l'Etat, collège Guillaume Vento à Menton ; Membre
Mme SARLES Fabienne, administratrice de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, lycée Jean Moulin à Draguignan ; Membre
M. SENECHAL Michel, personnel de direction, lycée de la montagne à Valdeblore ; Membre

Le jury a notamment veillé :

- aux modalités de correction de l'épreuve d'admissibilité : double correction du dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience visant, à partir d'un barème détaillé, à garantir l'égalité de traitement des candidats.
- à la prise en compte des attentes des futurs supérieurs hiérarchiques ayant besoin dans les services de professionnels capables de s'adapter à la diversité des missions et à la multiplicité des structures dans lesquelles peut exercer un secrétaire d'administration de classe exceptionnelle.

Les candidatures

Le concours est ouvert aux candidats titulaires d'un baccalauréat ou d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par le décret n°2007-196 du 13 février 2007.

LES CANDIDATS : Statistiques

	Présents à l'écrit	Admissibles	Admis
Répartition par genre :			
Homme, en nombre (et pourcentage)	12 (8,82%)	1 (6,67%)	1 (25%)
Femme, en nombre (et pourcentage)	124 (91,18%)	14 (93,33%)	3 (75%)
Répartition par département			
06	74	8	2
83	55	6	1
autres	7	1	1
Age			
Moyenne d'âge	40,5	34	34,5
Age du plus jeune	21	22	30
Age du plus âgé	60	46	39
Profession			
Agent fonct.publi.etat autres min	18	1	1
Agent non titulaire du MEN	49	3	1
Personnel IATOSS	7	1	1
Agent fonct.publique territoriale	1	0	0
Hors fonc.publique/sans emploi	51	8	0
Etudiants	9	1	0
Enseignant titulaire MEN	1	1	1
Diplôme (admis liste principale et complémentaire)			
Baccalauréat technologique / professionnel	40	1	0
Deug, BTS, DUT	37	4	0
Licence	25	2	1
Maîtrise	5	1	0
Master	23	6	3
Sans diplôme	6	1	0

Phase d'admissibilité :

La phase d'admissibilité comporte deux épreuves écrites, une épreuve de cas pratique avec une mise en situation à partir d'un dossier documentaire remis au candidat sur une problématique afférente aux politiques publiques et une épreuve au choix du candidat sur l'une des options suivantes :

- gestion des ressources humaines dans les organisations
- comptabilité et finance
- problèmes économiques et sociaux
- enjeux de la France contemporaine et l'Union européenne

L'épreuve de cas pratique de 3 heures, est affectée d'un coefficient 3 et l'épreuve à option d'un coefficient 2.

Dans le cadre de la session 2019, 136 candidats se sont présentés à l'épreuve de cas pratique pour 385 inscrits.

Concernant les épreuves à option, 134 copies se sont réparties de la manière suivante :

63 pour la gestion des ressources humaines

30 pour comptabilité et finance

25 pour les problèmes économiques et sociaux

16 pour les enjeux de la France contemporaine et l'Union européenne

Les notes obtenues à l'épreuve de cas pratique se sont réparties de 3.5 à 18.75 sur 20 avec une moyenne à 11.24.

Pour les options :

-gestion des ressources humaines, notes obtenues de 3.75 à 15 (moyenne à 10.46)

-comptabilité et finance, notes de 2.65 à 16.85 (moyenne 9.01)

-problèmes économiques et sociaux, notes de 5.25 à 13.50 (moyenne à 9.34)

-enjeux de la France contemporaine et l'Union européenne, notes de 5.25 à 13.75 (moyenne à 10.14).

Avec l'application des coefficients, la note moyenne des épreuves écrites se situe à 11.14, le seuil d'admissibilité était fixé à 13.77 sur 20, ce qui a permis de retenir à l'issue de cette phase 15 candidats pour concourir à l'épreuve orale.

A noter que les correcteurs ont pu bénéficier du programme de dématérialisation des copies, via l'application VIATIQUE déployée par le ministère. Celle-ci permet, à partir de la scannérisation des copies anonymes, de disposer des copies en format numérisé, en se connectant de façon sécurisée à l'application. Le programme offre de nombreux outils à disposition des correcteurs, possibilité d'annotation, de consultation du barème, d'échanges et forum entre correcteurs....

Les correcteurs ont apprécié de façon unanime la plus-value apportée par cette évolution dans les modalités de correction, plus de temps à disposition, plus de repères de correction, plus de données disponibles et plus d'échanges, tout ceci au bénéfice de la qualité des corrections et donc de l'évaluation des candidats.

Phase d'admission :

L'épreuve orale d'admission consiste en un entretien avec le jury, à partir d'un texte court relatif à un sujet de société, en rapport avec le rôle des administrations ou portant sur une politique publique comportant une ou deux questions. L'épreuve comprend 25 minutes dont 10 minutes au plus d'exposé, elle est affectée d'un coefficient 4.

Sur un total de 15 admissibles, 14 candidats se sont présentés à l'épreuve. Compte tenu du nombre limité de candidat, le jury a été constitué en une seule commission de 4 membres pour les 2 jours d'interrogation de la phase d'admission des 12 et 13 juin 2019. Les notes se sont échelonnées de 5 à 19 avec une moyenne qui se situe à 12.

A l'issue de l'épreuve orale, 4 candidats ont été admis ainsi que 2 en liste complémentaire. Le seuil d'admission a été fixé dans le cadre de ce recrutement à 14.55 sur 20.

Nb de candidats inscrits	385
Nb de candidats admissibles	15
Seuil d'admissibilité	68,89
Nb de candidats admis	4
Nb de ruptures d'anonymat	0
Seuil d'admission	131
Nb de candidats sur liste complémentaire	2

	Epreuve écrite	Epreuve orale
Nombre de présents	136	14
Nombre d'absents	249	1
Note la plus haute	16,12	19
Note la plus basse	6,15	5
Note < 10	51	6
Note ≥ 10	85	8
Moyenne	11,14	12

LES EPREUVES

Admissibilité

Le cas pratique de la session 2019 portait sur « la réforme du 100% santé ». Il plaçait les candidats dans le rôle d'un secrétaire d'administration au sein du bureau campagnes de la délégation de l'information et de la communication des ministères sociaux, en charge de rédiger une note sur les effets de la réforme du 100% santé pour les assurés et les professionnels du secteur audiologie, ainsi que les moyens de communication mis en place pour faire connaître ce dispositif.

Le dossier à l'appui du cas pratique comprenait 5 documents, des extraits de communiqués de presse, de sites internet et d'un décret.

Le plan découlait de l'énoncé avec dans un premier temps le contexte et les enjeux de cette réforme (soit l'introduction), puis un corps de note destiné à répondre aux questions formulées de la façon suivante : les changements induits par cette réforme pour les assurés et les changements pour les professionnels du secteur de l'audiologie (soit la première partie), puis l'instance créée pour suivre cette réforme et son rôle ainsi que les outils de communication pour promouvoir la réforme (qui indiquait la deuxième partie).

Considérant l'absence de difficulté à construire un plan, le barème a privilégié l'exploitation du dossier, la mise en valeur des idées, la qualité de l'argumentaire et la réponse aux questions, plutôt que la pertinence ou la cohérence du plan retenu. Quasiment tous les candidats ont suivi le plan tel qu'il était énoncé. Au global, 17 points étaient attribués au fond et 3 points à la forme pour un total noté sur 20.

Sur cette épreuve, 20 candidats ont obtenu une note supérieure ou égale à 15, avec une bonne compréhension de l'exercice de synthèse et des qualités rédactionnelles très satisfaisantes.

36 candidats se situent de 12 à < à 15 avec des qualités rédactionnelles qui restent correctes mais un manque de précision dans l'exercice de synthèse ou des carences dans les développements voire des questions non suffisamment traitées.

28 candidats se situent de 10 à < à 12, les remarques précédentes s'appliquent mais en mode plus dégradé et souvent avec des qualités rédactionnelles en net retrait ainsi qu'un déficit de technicité. Le sujet se plaçait sur un registre de communication mais il restait précis sur les dispositifs d'ouverture de droits.

34 candidats se situent de 8 à < à 10, avec le plus souvent un manque d'informations essentielles. Les candidats n'ont pas su exploiter le dossier correctement et extraire les bonnes informations, avec également trop de carence dans la rédaction et la construction du devoir.

18 candidats se situent en dessous de 8 avec des copies trop faibles tant dans le contenu que dans la forme.

Au final le sujet ne présentait pas de difficultés particulières, avec un plan dont l'ordonnancement était proposé et un dossier limité en textes législatifs ou réglementaires qui a pour effet de réduire la difficulté de l'exercice de synthèse. A l'inverse le dossier faisait déjà appel à différents communiqués de presse ou informations de sites internet, sans contenu technique trop prononcé.

L'admission – l'épreuve orale

Concernant l'épreuve orale de la session 2019, le jury avait retenu 6 extraits d'articles de presse ou de pages de portail internet, relatifs à des politiques publiques, comportant 2 questions permettant au candidat de construire leur exposé de 10 minutes.

- 1- Numérique et transformation des métiers publics... quelles perspectives ?
- 2- Fonction publique : transformer les administrations, une solution pour économiser des postes.
- 3- Télétravail : une formule gagnante ?
- 4- Que s'est-il passé en un an de RGPD, la loi censée protéger vos données ?
- 5- La nouvelle alerte de la Cour des comptes sur les finances publiques françaises.
- 6- L'enjeu de l'école doit devenir une véritable cause nationale.


Dans cet exercice, les candidats dans leur approche ont insuffisamment mis en perspective la dimension pluridisciplinaire des différentes thématiques, les principes en opposition sur les différentes problématiques ainsi que les sous-jacents des différents sujets proposés. Les meilleures prestations ont été en mesure néanmoins de tirer des solutions pragmatiques et de bien cerner les sujets de la sphère éducation nationale, notamment lorsque leur parcours personnel était directement associé à la communauté éducative à travers différentes fonctions occupées (enseignant, assistant d'éducation...).

Sur la base de ce constat, 3 groupes peuvent être identifiés :

- 5 candidats ont obtenu une note supérieure ou égale à 14 avec une présentation d'exposé satisfaisante, une compréhension de la problématique, une capacité à apporter des solutions pragmatiques et des connaissances sur les problématiques de la sphère éducative.

- 3 candidats se sont situés entre 10 et 12, avec un exposé trop succinct ou manquant de relief et un niveau de connaissance insuffisant sur les sujets généraux de culture générale ou administrative mis en évidence à travers les questions posées par les membres du jury.
- 6 candidats se situent en dessous de 10, avec un niveau de connaissance trop éloigné des attendus pour ce type de recrutement, avec un déficit également tant sur les sujets généraux que sur des connaissances plus ciblées en lien avec le monde éducatif.

Pour ces deux derniers groupes une marge de progression reste possible, avec un travail de préparation en amont de l'épreuve à la fois sur les questions contemporaines de notre société et une culture administrative à développer, a minima sur l'institution dans laquelle ils aspirent à exercer.



Michaël RODOT
Président du jury SAENES
de classe normale
Concours externe session 2019